



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

10-04-2016

« Panama Papers » Des raisons supplémentaires pour abattre le capitalisme

Un groupe de plus de 100 journaux du monde entier a publié des informations sur la corruption, le blanchiment d'argent et d'autres activités frauduleuses de la part de leaders politiques et d'hommes d'affaires internationaux. Il faudra regarder à qui profite ces révélations de la part de ces journaux tenus par le grand capital.

Ces informations s'appuient sur 11,5 millions de documents confidentiels d'une société panaméenne, Mossack Fonseca, livrant des informations détaillées sur plus de 214.000 de ces sociétés offshore. Les révélations sur l'évasion fiscale et la publication de ces informations a déclenché, scandales et enquêtes dans plus d'une douzaine de pays, l'Islande, le Royaume-Uni, le Chili, la France, la Russie, l'Ukraine, l'Argentine, les États-Unis, l'Allemagne, le Brésil, le Canada, la Norvège et la Suède... Elles suscitent des simulacres d'indignations et une masse de protestations feintes de gouvernements, hommes politiques et de tous ceux qui servent le système capitaliste.

Elles attisent la colère des peuples partout dans le monde, vingt mille personnes ont manifesté devant le Parlement à Reykjavik, la capitale islandaise, afin d'exiger des élections immédiates, les documents ont montré que le premier ministre du Parti progressiste de centre droit *Sigmundur David Gunnlaugsson*, un de ses conseillers, le ministre des finances, la ministre de l'intérieur... sont liés à des degrés divers pour avoir caché des actifs dans une des sociétés offshore.

Les documents révèlent les avoirs de 140 politiciens et responsables publics du monde entier. Outre le premier ministre de l'Islande on trouve le premier ministre du Pakistan, le roi d'Arabie Saoudite, Ian Cameron, père du premier ministre britannique et d'autres membres éminents du Parti conservateur, le président ukrainien Petro Porochenko soutenu et porté au pouvoir par les Etats-Unis après le coup d'État de 2014, Mauricio Macri, le président argentin, des personnes de l'entourage du président russe Vladimir Poutine, pour la France, Patrick Drahi, le propriétaire du groupe Numericable-SFR et actionnaire de nombreux médias: "Libération", "L'Express", BFMTV... l'avocat d'affaires Arnaud Claude, associé de Nicolas Sarkozy dans le cabinet Claude & Sarkozy ... les documents montrent que les grandes banques comme la Société Générale sont les moteurs de la création d'entreprises financières difficiles à repérer dans paradis fiscaux. Les fichiers listent près de 15.600 entreprises que les banques mettent en place pour les clients qui veulent cacher leurs finances. En 2015 des milliers de ces entreprises avaient été créées par les géants internationaux UBS et HSBC qui ont fonctionné pendant des années comme une entreprise d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent. Ces comptes « planqués » c'est de l'argent volé aux véritables créateurs de richesses : les salariés.

Une seule « fuite » a révélé un réseau mondial de milliers de sociétés écrans offshore, on imagine ce que des fuites dans d'autres banques ou cabinets d'avocats pourraient révéler. Le système mondial des sociétés fictives offshore reste ouvert aux grandes entreprises, à son utilisation criminelle. Les travailleurs et les peuples subissent durement les effets de ces « pratiques ».

En France, 700.000 chômeurs supplémentaires en 4 ans, salaires bloqués, pouvoir d'achat encore diminué, le *projet de loi* El Khomri sur la casse du code du *travail*, la mise en cause des 35h., des droits et garanties nationales...

Il est temps d'en finir avec ce régime capitaliste et tous ceux qui le servent, d'en finir avec ceux qui trompent le peuple avec de fausses solutions.

La seule solution c'est de s'emparer des grands moyens de production, économiques, financiers qui sont aux mains des multinationales capitalistes, des grandes banques et sociétés financières., nationaliser les secteurs clés de l'économie qui doivent être gérés par le peuple. C'est indispensable.